**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1400160

M. A... C...

Mme Dousset
Rapporteur

M. Kauffmann
Rapporteur public

Audience du 8 février 2016
Lecture du 29 février 2016

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Melun,
(10ème Chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une ordonnance de renvoi du 6 janvier 2014, le tribunal administratif de Paris a, en application de l'article R. 312-10 du code de justice administrative, transmis au tribunal administratif de Melun la requête de M. C....

Par une requête enregistrée le 19 décembre 2013 par le greffe du tribunal initialement saisi et un mémoire enregistré le 22 juillet 2015, M. A... C... demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision par laquelle la garde des sceaux, ministre de la justice, a implicitement rejeté sa demande d'annulation de la décision en date du 3 juillet 2013 par laquelle le chef du bureau de la gestion des personnels pénitentiaires de la direction de l'administration pénitentiaire a prononcé sa mutation dans l'intérêt du service, ensemble cette décision ;

2°) d'enjoindre à la ministre de le réintégrer dans ses fonctions au sein du bureau du renseignement pénitentiaire de la direction inter-régionale des services pénitentiaires de Paris ;

3°) de condamner l'Etat à lui verser la somme de 15.000 euros en réparation du préjudice subi ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 500 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- sa mutation est entachée d'illégalité dès lors qu'elle a été uniquement motivée par les faits de harcèlement qu'il a subis de la part de sa hiérarchie ;

- l'administration a fait une mauvaise appréciation de sa situation personnelle au sein du bureau dès lors qu'elle ne pouvait ignorer ces faits de harcèlement ;

- un de ses anciens collègues a signalé ces faits de harcèlement au procureur de la République ;

- le préjudice subi peut être évalué à 15.000 euros puisque les faits allégués ont eu pour effet une dégradation significative de ses conditions de travail, une atteinte à ses droits et à sa dignité, une altération de santé et ont compromis son avenir professionnel.

Par un mémoire enregistré le 3 février 2016, le garde des sceaux, ministre de la justice, conclut au rejet de la requête.

Il soutient que :

- l'administration pouvait légalement fonder sa décision de muter M. C... dans l'intérêt du service en raison des difficultés relationnelles rencontrées par le requérant au sein de son service ;

- la décision litigieuse n'est pas entachée d'un détournement de pouvoir ;

- l'administration n'a pas méconnu la situation de M. C... dès lors qu'elle lui a accordé la protection fonctionnelle qu'il a sollicitée dans le cadre de sa plainte pour harcèlement moral ;

- l'administration n'a pas commis de faute de nature à engager sa responsabilité et les conclusions indemnitaires du requérant ne pourront qu'être rejetées.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;

Vu :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ;
- la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ;
- le décret n°2006-441 du 14 avril 2006 ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Dousset,
- et les conclusions de M. Kauffmann, rapporteur public.

1. Considérant que M. C..., surveillant pénitentiaire depuis le 2 mai 2007, a été muté à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris et mis à disposition du bureau du renseignement pénitentiaire (EMS3) où il a pris ses fonctions le 1^{er} février 2011 ; que par une décision en date du 3 juillet 2013, le chef du bureau de la gestion des personnels pénitentiaires de la direction de l'administration pénitentiaire a prononcé la mutation dans l'intérêt du service de M. C... et l'a affecté au centre pénitentiaire Sud Francilien de Réau où il a pris ses fonctions le 8 juillet 2013 ; que, par un courrier du 22 août 2013, M. C... a exercé un recours hiérarchique auprès de la garde des sceaux, ministre de la justice, contre cette décision ; qu'il demande l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardée par la ministre sur sa demande ainsi que l'annulation de la décision du chef du bureau de la gestion des personnels pénitentiaires de la direction de l'administration pénitentiaire en date du 3 juillet 2013 ; qu'il demande également la condamnation de l'Etat à lui verser la somme de 15.000 euros en réparation du préjudice qu'il a subi ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête :

2. Considérant qu'aux termes de l'article 6 quinquies de la loi du 13 juillet 1983 : « *Aucun fonctionnaire ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel. / Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la formation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire en prenant en considération : / 1° Le fait qu'il ait subi ou refusé de subir les agissements de harcèlement moral visés au premier alinéa ; / 2° Le fait qu'il ait exercé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces agissements ; / 3° Ou bien le fait qu'il ait témoigné de tels agissements ou qu'il les ait relatés. / Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé « ou ayant enjoint de procéder » aux agissements définis ci-dessus. / Les dispositions du présent article sont applicables aux agents non titulaires de droit public. »*

3. Considérant, d'une part, qu'il appartient à un agent public qui soutient avoir été victime d'agissements constitutifs de harcèlement moral, de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de faire présumer l'existence d'un tel harcèlement ; qu'il incombe à l'administration de produire, en sens contraire, une argumentation de nature à démontrer que les agissements en cause sont justifiés par des considérations étrangères à tout harcèlement ; que la conviction du juge, à qui il revient d'apprécier si les agissements de harcèlement sont ou non établis, se détermine au vu de ces échanges contradictoires, qu'il peut compléter, en cas de doute, en ordonnant toute mesure d'instruction utile ;

4. Considérant, d'autre part, que, pour apprécier si des agissements dont il est allégué sont constitutifs d'un harcèlement moral revêtent un tel caractère, le juge administratif doit tenir compte des comportements respectifs de l'agent auquel il est reproché d'avoir exercé de tels agissements et de l'agent qui estime avoir été victime d'un harcèlement moral ; qu'en revanche, la nature même des agissements en cause exclut, lorsque l'existence d'un harcèlement moral est établie, qu'il puisse être tenu compte du comportement de l'agent qui en a été victime pour atténuer les conséquences dommageables qui en ont résulté pour lui ;

5. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, et en particulier du témoignage de M. B..., attaché principal chargé de mission au sein du bureau EMS3 sans lien hiérarchique avec M. C... ou avec le supérieur hiérarchique direct de ce dernier, que la hiérarchie directe de M. C..., et en particulier son chef de pôle, a commencé, au cours du deuxième semestre de l'année 2011, à le déconsidérer en le faisant passer pour un « benêt, un être rustre un peu arriéré ou demeuré », au sein du service mais également lors des pauses méridiennes à la cantine ; que ce phénomène s'est ensuite accentué et que M. C... a fait l'objet d'un dénigrement systématique ; que sa hiérarchie a tenté de le déconsidérer aux yeux de ses collègues en tentant d'abord de leur faire croire qu'il était un « harceleur » puis qu'il souffrait d'une pathologie psychiatrique ; que, dans cette logique, sa hiérarchie lui a imposé deux rendez-vous avec le médecin de prévention qui, toutefois, l'a déclaré apte à occuper son poste ; qu'il a finalement été mis à l'écart du service et marginalisé ; que, par ailleurs, ses conditions de travail se sont progressivement dégradées et qu'il n'a plus été mis en mesure d'exercer correctement ses fonctions ; qu'ainsi, le 8 janvier 2013, son accès à un certain nombre d'outils de travail a été coupé et il a été dans l'obligation de rendre la clé de son bureau ; que le 4 février 2013, l'accès à plusieurs lecteurs, notamment au lecteur réseau, et logiciels comme le logiciel de congés, a été supprimé ; que son supérieur hiérarchique a demandé à ses interlocuteurs, délégués interrégionaux du renseignement pénitentiaire de cesser d'envoyer les informations à M. C... et de les lui adresser directement ; qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que la réduction de ses fonctions ait été accompagnée d'une mise en cause de son aptitude professionnelle ou qu'une procédure disciplinaire ait été engagée à son encontre ; que M. B..., estimant être témoin de faits de harcèlement grave, a usé de la procédure prévue par l'article 40 du code de procédure pénale en portant ces faits à la connaissance du procureur de la République auprès du tribunal de grande instance de Paris par un courrier du 21 mai 2013 ; que ce dernier a ouvert une enquête préliminaire et que M. C... a déposé une plainte le 20 octobre 2013 après son audition par les services de police dans le cadre de cette procédure ; que l'ensemble de ces considérations constitue un faisceau d'éléments concordants propres à faire présumer l'existence de pratiques de harcèlement moral à l'encontre de M. C... ; que, de son côté, le ministre se bornant à indiquer que M. C... avait un comportement inadapté et qu'il entretenait de mauvaises relations avec les autres membres du service, n'établit pas que la mutation d'office de M. C... a répondu à un motif d'intérêt du service ;

6. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que, le 13 juin 2013, M. C... a été informé par la remise d'une première note non datée signée par l'adjoint à la sous-directrice des ressources humaines et des relations sociales, que sa mise à disposition auprès du bureau du renseignement pénitentiaire prendrait fin le 16 juin 2013 et qu'il serait mis à disposition du centre pénitentiaire Sud-Francilien le 17 juin 2013, sans avoir été à même de présenter des observations ou sans que la commission administrative compétente n'ait été saisie ; que M. C... ayant contesté la régularité de cette décision, l'administration a adopté la décision litigieuse le 3 juillet 2013 ; que le garde des sceaux, ministre de la justice, ainsi qu'il a été dit, se borne à indiquer, sans toutefois l'établir, que le comportement de M. C... nuisait au bon fonctionnement du service ; qu'il précise également que la décision litigieuse aurait été prise pour protéger M. C... et le sortir d'un climat difficile ; que, ce faisant, il ne démontre pas que la mutation de M. C..., décidée moins d'un mois après le signalement de M. B... au procureur de la République, aurait répondu à un motif d'intérêt du service ; que M. C... est fondé ainsi à soutenir que la décision attaquée méconnaît les dispositions de l'article 16 quinquies de la loi du 13 juillet 1983 ; que, dès lors, cette décision, ainsi que la décision par laquelle la garde des sceaux, ministre de la justice a implicitement rejeté son recours hiérarchique doivent être annulées ;

Sur les conclusions indemnitaires :

7. Considérant que l'illégalité des décisions litigieuses caractérise une faute de nature à engager la responsabilité de l'Etat ;

8. Considérant que M. C..., demande réparation du préjudice moral que lui a causé la mutation d'office dont il a fait l'objet qui a eu pour effet d'altérer sa santé et de compromettre son avenir professionnel ; que, dans les circonstances de l'espèce, il sera fait une juste appréciation de ce préjudice moral en l'évaluant à la somme de 5 000 euros ;

Sur les conclusions à fin d'injonction :

9. Considérant qu'aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative :
« Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision juridictionnelle, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution. » ;

10. Considérant que le présent jugement, qui annule la décision portant mutation dans l'intérêt du service de M. C..., implique nécessairement qu'il soit enjoint au garde des sceaux, ministre de la justice, de procéder à la réintégration de M. C... dans ses précédentes fonctions ou dans des fonctions équivalentes, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement ;

Sur l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

11. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :
« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation. » ; qu'il n'y a pas lieu, en l'absence de recours à un avocat par M. C..., de mettre à la charge de l'Etat la somme demandée par M. C... au titre des frais exposés par lui et non compris dans les dépens.

DECIDE :

Article 1^{er} : La décision du chef du bureau de la gestion des personnels et de l'encadrement de la direction de l'administration pénitentiaire en date du 3 juillet 2013 ainsi que la décision par laquelle la garde des sceaux, ministre de la justice, a implicitement rejeté son recours hiérarchique contre cette décision sont annulées.

Article 2 : L'Etat versera à M. C... la somme de 5.000 euros à titre de dommages-intérêts.

Article 3 : Il est enjoint au garde des sceaux, ministre de la justice, de procéder à la réintégration de M. C... dans ses précédentes fonctions ou dans des fonctions équivalentes dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. C... et au garde des sceaux, ministre de la justice.

Délibéré après l'audience du 8 février 2016, à laquelle siégeaient :

M. Ladreyt, président ;
Mme Vergnaud, premier conseiller ;
Mme Dousset, premier conseiller.

Lu en audience publique le 29 février 2016.

Le rapporteur,

Le président,

A. DOUSSET

J.P. LADREYT

La greffière,

C. KIFFER

La République mande et ordonne à la Garde des Sceaux, ministre de la justice en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
La greffière,

C. KIFFER